

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/L/699
13 octobre 2004

(04-4289)

RAPPORT (2004) DU COMITÉ DE L'ACCÈS AUX MARCHÉS

1. Depuis le dernier réexamen¹, le Comité de l'accès aux marchés a tenu quatre réunions formelles (5 décembre 2003 (reprise de réunion), 2 avril 2004, 2 juillet 2004 et 22 septembre 2004), et une réunion informelle (5 décembre 2003). Les comptes rendus des réunions formelles figurent dans les documents G/MA/M/35, G/MA/M/36, G/MA/M/37 et G/MA/M/38.² En outre, deux rapports périodiques donnant un aperçu des questions examinées au Comité et contenant des renseignements factuels sur les demandes de dérogation aux fins de l'introduction des modifications du SH96 sont reproduits dans les documents G/MA/153 et G/MA/154.

2. À sa réunion du 2 juillet 2004, le Comité a pris note de la nomination de M. Magdi Farahat (Égypte) à la présidence du Comité pour l'année en cours et l'a élu par acclamation. Lors de cette réunion, il a été convenu que des consultations informelles auraient lieu au sujet de l'élection d'un vice-président pour l'année en cours. À sa réunion du 22 septembre 2004, le Comité a élu M. William Tagliani (États-Unis) Vice-Président du Comité.

A. INTRODUCTION DES MODIFICATIONS DU SH96 DANS LES LISTES DE CONCESSIONS

3. À ses réunions formelles de 2004, le Comité a examiné la situation en ce qui concerne la communication de la documentation relative au SH96 telle qu'elle est exposée dans les documents G/MA/TAR/2/Rev.32 à 34. À sa réunion du 22 septembre 2004, il a noté que les communications de cinq Membres restaient en suspens en raison de la poursuite de consultations et/ou de négociations.

B. INTRODUCTION DES MODIFICATIONS DU SH2002 DANS LES LISTES DE CONCESSIONS

4. À ses réunions formelles de 2004, le Comité a pris note du document G/MA/TAR/4/Rev.5 à 7 contenant des renseignements sur les documents distribués au sujet des procédures visant à introduire des modifications du SH2002 dans les listes de concessions. À sa réunion du 2 juillet 2004, il est convenu de tenir des consultations informelles au sujet de la proposition du Président selon laquelle le Secrétariat mettrait à jour les listes figurant dans la base de données LTC conformément à la nomenclature du SH2002. À sa réunion du 22 septembre 2004, il a pris note du rapport du Président sur ces consultations informelles. À ce sujet, le Comité est convenu de ce qui suit: 1) le Président procéderait à des consultations informelles avec les principaux Membres donateurs afin de voir dans quelle mesure ce projet pourrait être financé par eux et par d'autres sources; 2) le Secrétariat devrait élaborer un avant-projet de procédures simplifiées fondées sur un graphique qui avait été distribué lors des consultations informelles sur ce travail de transposition; 3) le Secrétariat prévoirait, à l'intention des délégations basées à Genève, une réunion d'information informelle sur les aspects techniques de ce travail, tels qu'ils sont définis dans le document JOB(04)/95; 4) un atelier sur le même sujet serait organisé à l'intention des représentants des administrations centrales si son

¹ G/L/658 (13 novembre 2003).

² À paraître.

financement pouvait être trouvé. Il a été convenu de suspendre la réunion sur ce point de l'ordre de jour.

5. Au sujet de la "dérogation collective" au SH2002, et à sa réunion du 22 septembre 2004, le Comité est convenu qu'un projet de décision prorogeant cette dérogation devrait être élaboré et distribué aux Membres pour qu'ils formulent des observations. Une délégation a indiqué qu'elle n'était pas favorable aux dérogations "collectives" et était préoccupée par un troisième renouvellement de cette dérogation. Elle entendait examiner attentivement le projet de décision que le Secrétariat distribuerait.

C. BASES DE DONNÉES

6. S'agissant des modalités et du fonctionnement de la Base de données intégrée (BDI), le Comité a examiné, à ses réunions formelles de 2004, la situation des communications destinées à la BDI sur la base des documents G/MA/IDB/2/Rev.18 à 20. À ces réunions, le Secrétariat a fait oralement rapport sur la situation relative à la BDI – diffusion, utilisation des renseignements, assistance technique, situation des communications et situation en matière de développement du logiciel (outils pour l'établissement des rapports destinés à la BDI et fonction d'analyse via Internet). À la réunion du 22 septembre 2004, à la demande d'une délégation, le Secrétariat est convenu d'organiser un atelier pratique sur la fonction d'analyse via Internet.

7. À ses réunions formelles de 2004, le Comité a pris note des rapports du Secrétariat sur l'état d'avancement du projet de base de données sur les listes tarifaires codifiées, lesquels faisaient également le point de la situation pour les fichiers LTC, concernant à la fois les engagements tarifaires et les engagements dans le secteur de l'agriculture des Membres. L'état d'avancement de l'élaboration de logiciels pour les fonctions de diffusion et d'analyse a également fait l'objet de présentations.

8. À sa réunion du 2 avril 2004, le Comité a noté que le document intitulé "Lien au niveau des lignes tarifaires entre les renseignements contenus dans la base de données sur les listes tarifaires codifiées et les renseignements contenus dans la Base de données intégrée – Quelques questions techniques et de procédures à examiner" (JOB(03)/217/Rev.1) était approuvé puisque aucune objection n'avait été formulée à son encontre à la date limite du 19 mars 2004.

9. En 2004, le Comité a approuvé les demandes d'accès à la BDI et à la base de données LTC formulées par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) de l'ONU (G/MA/W/53), le Mécanisme régional de négociation des Caraïbes (G/MA/W/54) et le Secrétariat de la CARICOM (G/MA/W/55), la Commission économique pour l'Europe de l'ONU (G/MA/W/57), le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique (G/MA/W/59), le Secrétariat de la Communauté andine (G/MA/W/61) et le Secrétariat du Commonwealth (G/MA/W/63). Toutes ces organisations s'étaient engagées à utiliser et à publier les informations contenues dans ces bases de données conformément aux modalités et conditions énoncées dans le document G/MA/115.

D. SECTION 18 DU PROTOCOLE D'ACCESSION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE – MÉCANISME D'EXAMEN TRANSITOIRE CONCERNANT LA CHINE

10. Le Comité a achevé l'examen transitoire au titre de la section 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine. La Chine a fourni des renseignements conformément à l'Annexe 1 du Protocole (G/MA/W/64) et a posé des questions aux CE et à la Turquie (figurant respectivement dans les documents G/MA/W/62 et Add.1). Des questions/observations ont été communiquées à la Chine par les Communautés européennes (G/MA/W/56), le Japon (G/MA/W/60, Add.1 et Add.1/Corr.1) et les États-Unis (G/MA/W/58). Le rapport du Comité au Conseil du commerce des marchandises sur l'examen a été distribué sous la cote G/MA/155.

E. SITUATION CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE RESTRICTIONS QUANTITATIVES ET LES NOTIFICATIONS INVERSES DE MESURES NON TARIFAIRES

11. À sa réunion du 2 avril 2004, le Comité a pris note de la situation des notifications faites au titre de la "Décision sur les procédures de notification des restrictions quantitatives" (G/L/59) et de la "Décision sur la notification inverse des mesures non tarifaires" (G/L/60) d'après les documents du Secrétariat G/MA/NTM/QR/3 et G/MA/NTM/W/3/Rev.1, respectivement. Il a décidé de procéder à l'examen prévu dans la première décision sur la base d'un document récapitulatif qui serait rédigé par le Secrétariat. À sa réunion du 2 juillet 2004, il a pris note du document du Secrétariat intitulé "Tableaux récapitulatifs des restrictions quantitatives notifiées" (JOB(04)/92). À la réunion du 22 septembre 2004, une délégation a souligné que, puisque tous les Membres ne s'étaient pas conformés à leurs obligations de notification au titre de la décision G/L/59, le document du Secrétariat pouvait être mal interprété. Compte tenu de ces préoccupations, le Comité est convenu qu'après réception d'un ensemble représentatif de notifications comparables, le document serait republié. Un autre Membre a indiqué qu'il serait peut-être opportun de relancer le processus de notification au titre de la décision G/L/59.

F. AUTRES ACTIVITÉS

12. À sa réunion du 2 avril 2004, le Comité a pris note du document G/MA/TAR/3/Rev.9, qui contenait une liste révisée et mise à jour des tarifs douaniers dont disposait le Secrétariat.

13. À cette réunion, les CE ont donné des renseignements sur l'Expanding Exports Helpdesk, un service d'assistance en ligne mis en place par la Commission pour répondre aux demandes d'information des exportateurs des pays en développement intéressés par le marché de l'UE.
